Poussée de fièvre en journée et malaise profond à l'UDAF

Publication : mercredi 30 janvier 2013 15:37

La République du Centre, 30 janvier 2013

SOCIAL ■ Une soixantaine de manifestants à Orléans avec l'union départementale des associations familiales

Poussée de fièvre hier en journée et malaise profond à l'UDAF

Climat social délétère à l'Union départementale des associations familiales (UDAF) du Loiret. 75 % des personnels non cadres étaient en grève hier.

« Mépris des salariés – non respect des usagers ». L'intitulé de la pancarte plantée aux portes du siège orléanais de l'Union départementale des associations familiales (UDAF) du Loiret est sans équivoque. Tout comme les slogans « Direction, démission ! » scandés par la soixantaine d'agents venus, hier, d'Orléans mais aussi de Gien, Pithiviers et Montargis. Dialogue de sourds, fracture entre le conseil d'administration et les employés, etc. : les mêmes mots reviennent dans toutes les bouches.

« Voilà quinze ans que l'ambiance est déplorable, mais la dénonciation par l'employeur de l'accord d'entreprise, signé en 2005 et relatif à l'organisation du temps de travail et aux rémunérations, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase », explique Yves.

Les employés, qui ont rencontré Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, et Valérie Corre, députée PS, ont, hier, reçu la visite des conseillers généraux Michel Ricoud (PCF) et Micheline Prahecq (PS). Ils redoutent plusieurs suppressions de postes. Ceci serait préjudiciable aux 2.300 dossiers suivis par l'UDAF (tutelle et curatelle, mineurs en danger, etc.).

Démissions réclamées

La dénonciation de l'accord engendrerait aussi la disparition des tickets restaurants, des avantages liés à la remise de la médaille du travail (assortie d'un chèque de 200 euros, etc). Évoquant une « gestion entrepreneuriale et une précarisation des salariés », les manifestants réclament le départ du président du conseil d'administration, Gérard Degrauve, et du directeur, Pascal Laisne, en poste depuis 1988.

Ce dernier, face aux reproches qui le visent, répond que, « pour un dialogue, il faut être deux ». Il évoque une nécessaire adaptation après « la réforme mise en place en 2009 qui a bouleversé pas mal de choses ». Il se dit « pas surpris par les revendications, identiques à celles de personnels de l'hôpital Daumezon ». ■

Philippe Bonnard

MANIF. Hier matin, dans le quartier orléanais de l'Argonne, les salariés n'ont pas hésité à braver le froid et la pluie pour faire entendre leurs diverses revendications. PHOTO FC

.

Phoca PDF